

J'ai mis en gras et en magenta le **texte original** auquel se rapportent mes réflexions.

Les **corrections typographiques** suivent en rouge, en gras et entre parenthèses.

Les **nuances dans les idées ou les formulations ou des idées supplémentaires** suivent en prune, en gras et entre parenthèses.

Un astérisque (*) a été placé à chaque remarque afin que vous puissiez les trouver simplement à l'aide de la fonction « Rechercher ».

Félicitations pour ce document préparatoire.
Il est très intéressant et n'est pas rébarbatif du tout.

Je suis en accord avec cette vision de la France dans l'Europe et la Terre.

Antoine Leroy
leroy_a@hotmail.fr
adhérent n° 52684

Chapitre concerné : 6
Sous-chapitres : 6-1

Nom : Leroy
Prénom : Antoine
Mouvement
départemental : Modem 44

6-1 Europe

Une Europe plus démocratique

Plus encore qu'au niveau national, le niveau européen renvoie aux Européens un sentiment de perte du sens, d'absence d'identification des objectifs et des buts poursuivis. Les référendums populaires sur les questions européennes depuis le traité de Maastricht ont traduit cet éloignement croissant entre les citoyens et l'Europe. Bien sûr, d'autres référendums ont donné des résultats positifs : tous les nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale ont validé leur entrée dans l'Union européenne par des référendums positifs, l'Espagne et le Luxembourg ont voté favorablement, par référendum, pour *** la (le traité en vue d'une) Constitution européenne.**

Mais il n'empêche que s'installe peu à peu dans les esprits l'idée que les peuples ne veulent plus de l'Europe et qu'ils sont comme emmenés « contre leur gré » dans la poursuite d'une construction essentiellement bureaucratique et élitiste. Le « chantage » qui s'exerce sur les « mauvais » votants est ce qu'il peut paraître de plus difficile à accepter et de moins démocratique qu'il soit. Certes la France a ratifié le traité de Lisbonne, mais il reste parmi nos concitoyens cette idée qu'il s'agissait, par une ratification parlementaire, d'éviter de consulter à nouveau les Français.

L'Europe est pourtant l'horizon de notre avenir. Il est donc absolument nécessaire que les décisions européennes soient perçues par les citoyens comme les leurs. Pour cela, différents mécanismes devront être mis en œuvre :

*** - une Capitale européenne « fixe » qui ne soit pas la Capitale d'un pays européen : je propose l'ensemble franco-allemand Strasbourg-Kehl**

- des institutions plus visibles et plus lisibles

Le traité de Lisbonne, en donnant un « visage » à l'Europe (président du Conseil, ministre des affaires étrangères), va contribuer à cette lisibilité. Néanmoins, les modalités de désignation des titulaires de ces responsabilités restent aussi éloignées du citoyen que celle du président de la Commission.

De même, l'extension du champ de compétence du Parlement Européen est une excellente chose pour la démocratie européenne, mais la procédure de codécision reste extrêmement complexe pour le citoyen.

Il faut donc tirer parti de toutes les opportunités issues du traité de Lisbonne, mais ce n'est pas le point final de l'évolution vers des institutions lisibles.

- une meilleure information des citoyens

Alors que le Parlement Européen est sans doute l'une des institutions les plus démocratiques du monde et que son poids sur les décisions européennes est important et va croissant, les citoyens ne savent en général pas quel est le rôle des députés européens.

La raison en est sans doute double : d'une part la complexité et l'émiettement entre le Conseil, *** la (le) Parlement** et la Commission des mécanismes de décision institutionnels, qui ne permettent pas de mettre en évidence le rôle du Parlement, d'autre part, à l'exception du travail dans l'enceinte du Parlement, mais y compris de celui réalisé entre ces 3 institutions, des modalités de travail qui s'apparentent à celles de la diplomatie, plus qu'à une transparence démocratique.

La méthode diplomatique a été parfaitement adaptée pour mener l'Europe où elle en est (et il ne faut jamais négliger l'importance du chemin parcouru : paix définitive entre l'Allemagne et la France, réunification, certes pas totalement achevée, de l'Europe après la chute du mur de Berlin), mais l'importance sur la vie des citoyens des décisions prises au niveau européen impose désormais une transparence plus grande des modalités de décision.

Par exemple, l'obligation d'une information publique donnée à l'avance sur les sujets qui vont être à l'ordre du jour permettrait aux citoyens, et pas seulement comme aujourd'hui aux lobbys organisés, d'informer leurs députés européens de leurs positions sur ces sujets.

Une Europe ayant son propre modèle

Le grand défi de notre génération est de trouver un autre projet de société dans la mondialisation.

Les États-Unis et la Chine ne sont pas loin d'avoir choisi le même modèle dans lequel les inégalités croissent au lieu de décroître. L'élection de Barack Obama, notamment sa volonté de mettre en place une assurance santé, semble montrer un infléchissement, mais il est trop tôt pour en déduire que les États-Unis ont renoncé à ce modèle.

Ce n'est pas le même système politique mais ce sont toutes les deux des sociétés qui ont accepté sans en débattre avec leurs concitoyens qu'au fond, l'argent soit le pilier central de la construction des sociétés qu'ils mènent.

Nous refusons ce système de valeurs. Nous pensons que c'est à l'attention portée aux plus faibles que l'on mesure la valeur d'une société. Et que c'est la vocation de l'Europe de porter au plus haut les valeurs de justice, de solidarité et d'entraide. Les peuples exigent une Europe qui les protège dans leur travail ou leur santé, et qui protège leurs aînés et leurs enfants.

Toutefois, cela ne suffit pas de le dire. On a besoin, désormais, des instruments politiques pour porter un autre projet de société.

Nous pensons, au Mouvement Démocrate, qu'il y a un projet de société européen, qu'il y a même un modèle de société européen et que ce modèle n'est pas le même que celui des autres continents. Nous avons des valeurs dans lesquelles nous nous reconnaissons, des valeurs d'humanisme, de laïcité, de respect, de tolérance, de droits fondamentaux, de lutte contre toutes les formes de discrimination. Nous revendiquons ce projet de société. Nous en sommes fiers.

Et à côté de ce modèle européen, nous voulons porter et réfléchir à un nouveau modèle de développement européen, économique, social, durable.

C'est pourquoi, quels que soient les objectifs souvent justes de ceux qui indiquent qu'il y a en Europe une majorité de gouvernements qui en réalité se rallient au modèle dominant de la planète, nous n'avons pas d'autres possibilités que de regarder l'Europe comme le seul recours dont nous disposons en face des hyper-puissances portant un projet de société qui ne correspond pas à ce que nous attendons.

Nous devons peser sur l'Europe pour qu'elle assume la mission que les citoyens attendent d'elle : défendre et faire progresser les sociétés européennes et leurs avancées sociales.

La construction d'une Europe sociale est donc vitale. Elle est l'un des éléments essentiels du projet de société qui rassemblera les Européens. À ce titre, le développement d'un droit du travail cohérent en Europe doit permettre de définir de nouveaux équilibres entre la nécessaire protection des salariés et la recherche de compétitivité. Le premier objectif doit donc être de doter l'Union européenne d'un socle de compétences robustes qui permet de compléter l'édifice du marché unique.

Ce qui se joue là, c'est l'avenir de notre civilisation, de nos valeurs, de nos familles et de nos enfants.

Une condition majeure en est que la France demeure ce qu'elle était, c'est-à-dire un pays qui porte une résistance à l'échelon international et non pas un alignement à l'échelon international, pour que l'Europe puisse devenir *** ce qu'elle est ce qu'elle devrait être (ce qu'elle devrait être).**

Une Europe capable de peser sur les affaires du monde

Les états qui comptent ou compteront dans le monde sont à la dimension de continents : Russie, USA, Chine, bientôt Inde et peut-être Brésil. La France ne pourra peser sur l'évolution du monde, et ne pourra assurer sa sécurité qu'à travers une Europe forte, ayant une diplomatie et une défense efficaces et respectées.

Trois objectifs majeurs peuvent être identifiés :

- Premier objectif : L'Union européenne doit être en mesure d'assurer la protection de ses citoyens et de leurs intérêts face aux menaces directes et indirectes. Sans rejeter l'alliance atlantique, elle doit se donner les moyens de le faire y compris sans les Etats-Unis. * (Privilégier l'O.N.U. à l'O.T.A.N. et sans doute, même, supprimer l'O.T.A.N.)
- Deuxième objectif : L'Europe doit également peser sur l'organisation du monde. En effet, lorsque l'Europe sait parler d'une seule voix, elle pèse fortement sur la manière dont s'organise le monde et peut obtenir des résultats majeurs, y compris face aux États-Unis. La mise en application du protocole de Kyoto l'a prouvé. Le développement continu des outils diplomatiques européens est donc l'un des objectifs principaux de notre politique étrangère.

Les décisions prises dans les instances internationales comme l'OMC et le FMI lors de certaines négociations ont un impact fort sur nos modes de vie. Il est donc essentiel que nos valeurs et ambitions soient bien prises en compte lors de ces négociations, car les menaces sur les modes de vie auxquels nous tenons y sont potentiellement au moins aussi importantes que celles qui s'appuient sur des outils militaires ou terroristes.

Cela passe par la recherche d'une parole unique quand c'est possible, ou au moins coordonnée, des états européens dans ces instances.

- Troisième objectif : Le monde doit pouvoir compter sur la puissance bienveillante de l'Europe pour favoriser la paix. De même que les guerres européennes se sont étendues au monde, il fait partie de la vocation de l'Union européenne de favoriser la paix dans le monde en prônant des valeurs de démocratie, de respect des droits de l'Homme et de respect de la diversité, et en respectant les hommes et les femmes des autres régions du monde, ne serait-ce que parce que la sagesse * ne nous est venue qu' (commence à nous venir) après deux guerres mondiales, ce qui nous interdit de nous poser en donneurs de leçons.

L'Europe doit également promouvoir son modèle auprès des autres organisations régionales en pleine expansion, comme l'Union africaine, élément essentiel pour peser dans un ensemble multipolaire. L'exemple que nous pouvons donner au monde est celui de la réconciliation franco-allemande, qui paraissait impensable au milieu du siècle dernier.

Pour faire face à ces enjeux, la mise en commun de moyens d'élimination de dépenses faisant doublons - car effectuées en parallèle par plusieurs États membres - et définition de stratégies communes sont des outils à mettre en place aussi vite que possible, dans les domaines de la diplomatie, de l'armement, des forces armées et, bien évidemment, du renseignement.

L'Europe sociale

La vocation des institutions européennes n'est pas de défendre la concurrence, et encore la concurrence, et exclusivement la concurrence. Pour nous, démocrates, l'Europe ne se limite pas à la consommation, à l'économie, aux marchandises, au profit. Elle doit revoir ses priorités et réorienter ses objectifs. Le projet européen doit avant tout être un projet de nature sociale conçu pour et par les citoyens européens. L'Europe sociale n'est pas une illusion mais une réelle nécessité. Tous les pays seront confrontés au défi sociétal, économique, politique et culturel du vieillissement. Des réponses coordonnées, des réponses conjointes sont possibles. Elles doivent être élaborées aujourd'hui.

La construction de l'Europe sociale est vitale car elle est l'un des éléments essentiels du projet de société qui rassemblera les Européens. Les Français, les Néerlandais et les Irlandais ont dit brutalement et publiquement à leurs responsables politiques qu'ils n'étaient pas convaincus d'être suffisamment protégés par l'Europe. Entendre ce message des peuples européens, c'est éclairer les avancées sociales déjà acquises par la construction européenne, mais c'est surtout dessiner une feuille de route globale des défis sociaux européens.

Ne nous y trompons pas. La tâche de conviction est ardue, particulièrement en France. L'impact social de la mondialisation est globalement perçu de manière négative par les Européens : la mondialisation est vue comme accroissant les inégalités sociales (56% en moyenne et 74% en France) et comme synonyme de délocalisations (41% en moyenne et 63% en France). Pour 66% des Français (43% des Européens), la

mondialisation constitue une menace pour les entreprises nationales et seulement un quart la considèrent comme une « opportunité » grâce à l'ouverture des marchés. Les Français voient avant tout la mondialisation comme une menace pour le tissu social et non comme un levier de croissance pour leur pays (enquête Eurobaromètre 69 publiée en novembre 2008). L'Eurobaromètre de décembre 2008 conclut que « *les dirigeants et les politiques européens sont investis de la responsabilité de rassurer les citoyens dans la période de crise actuelle (...) ces circonstances recèlent également de formidables opportunités pour que ces dirigeants mettent à profit les défis actuels* ». * **(La mondialisation apparaît comme une dérèglementation à effets négatifs. Avant l'apparition du terme « mondialisation » les échanges planétaires existaient. Ce terme n'a été introduit que pour faire croire à une nouveauté et faire accepter des méthodes infâmes).**

Dans le périmètre de ses compétences présentes, l'Union européenne a d'ores et déjà permis de nombreuses avancées concrètes en matière de protection de la santé publique ou de la santé au travail, de financement des politiques d'insertion, de lutte contre les discriminations, de couverture sociale des non-résidents. Les progrès en matière d'intégration des personnes handicapées doivent beaucoup aux associations mobilisées ; on ne saurait pour autant méconnaître l'importance de la comparaison des expériences européennes et, le cas échéant, de la jurisprudence. Il en va de même des discriminations au regard des origines ethniques ou du genre. L'Europe symbolise des droits nouveaux ou, à tout le moins, la mise à niveau des normes nationales. Au-delà des avancées concrètes dans les textes législatifs ou réglementaires, au-delà des procédures instituées (type Méthode ouverte de coordination), l'Europe avance aussi à travers la diffusion des meilleures pratiques repérables dans les différents pays. Les Français ont beaucoup à gagner à cette confrontation aux meilleures pratiques en termes d'efficacité, d'organisation, et de performance sociale.

Si la protection sociale reste organisée à l'échelle nationale, voire infranationale, l'Europe doit exister davantage dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, notamment en matière de logement. Il en va de même pour les défis communs auxquels ont à faire face les systèmes de soins et de protection sociale : défi du vieillissement bien entendu et ses multiples conséquences (en termes de politique d'emploi, d'équilibre des systèmes de retraite, de consommation de soins et de biens de santé, d'habitat, etc.), défi de la sécurité sanitaire (les crises à répétition des années 1990 ont largement contribué à l'édification d'un réseau d'acteurs organisés à l'échelle européenne) et de la lutte contre les maladies infectieuses qui ne connaissent pas les frontières, défi de la protection des populations contre les substances toxiques (voir les avancées du système REACH) ou contre les comportements à risques (on ne dira jamais assez l'importance des instances multilatérales dans l'édification de la santé publique, en matière de lutte contre le tabagisme par exemple).

* *Une Europe ayant l'Ido pour langue de travail*

Je propose que l'Union Européenne adopte une langue commune dans toutes les organisations communautaires (Parlement, bataillon franco-allemand, ...). Cette langue serait l'Ido (« amélioration » ou « 2^e version » de l'espéranto). Pour se renseigner sur l'Ido, allez sur le site suivant : <http://www.ido-france.org/>

Tous les papiers officiels européens pourraient n'être écrits qu'en une seule langue : l'Ido.

On trouve maintenant dans les magasins des emballages sur lequel des informations sont indiquées en plusieurs (6 ou 7) langues mais pas en Français. S'il y avait, au moins, obligatoirement la langue européenne partout cela pourrait être acceptable de ne pas avoir le Français en France.

Cette langue devrait être étudiée comme 1^{re} langue vivante étrangère dans toute l'union. Un européen pourrait alors se promener partout en ne vexant personne. Cela faciliterait le travail d'équipe internationale (recherche, coopération industrielle, ...)